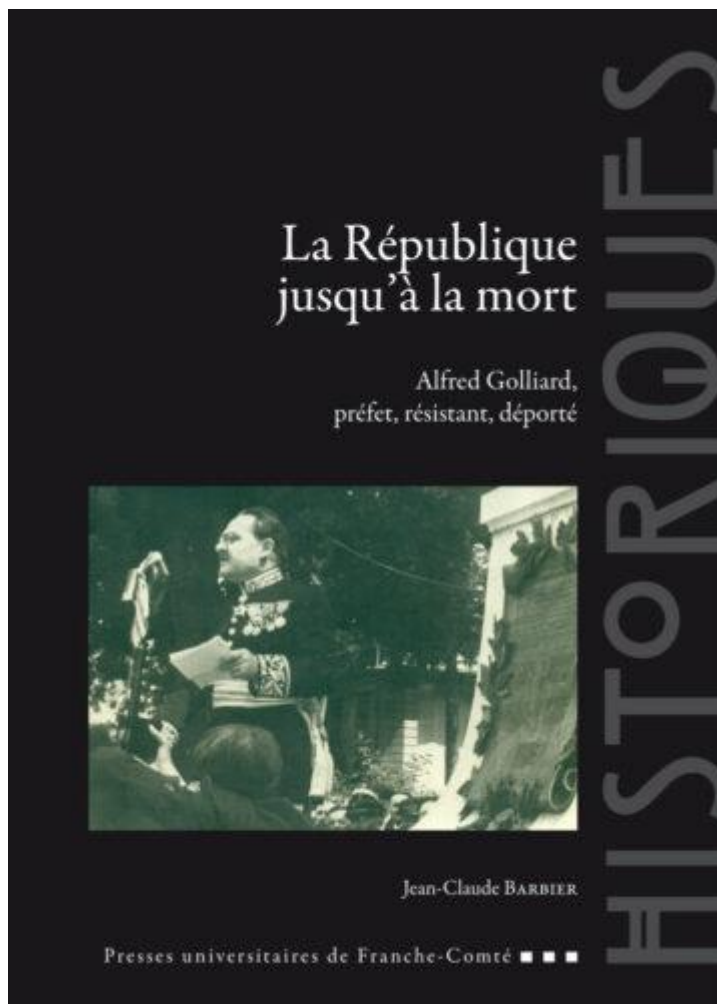


Jean-Claude Barbier, *La République jusqu'à la mort. Alfred Golliard, préfet, résistant, déporté.*

par [Notes de lecture de la revue Le Mouvement social](#) · 03/04/2021

Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, « Annales littéraires », 2019, 435 p.
Préface de Marc Olivier Baruch.



[ISBN: 9782848676517](#)

« 469 Fr. Sch. Golliard Alfred. 7. 8. 81. *Beamter. Gestorben* 16. 8. 44. *Erholungslager.* »
Cette ligne est extraite du livre d'enregistrement des déportés au camp de concentration de Mauthausen (Autriche). Elle constitue l'une des rares traces de la présence à Mauthausen d'Alfred Golliard, matricule 62469, « fonctionnaire français » décédé dans le « camp de repos » (*Erholungslager*) en 1944. Ce « camp de repos » désigne en réalité la chambre à gaz

installée par les nazis au château d'Hartheim. Là, près de 3 200 déportés ont été assassinés, dans le prolongement de l'opération T4 destinée à exterminer des milliers de personnes handicapées du Reich (18 269 sur 70 273 tuées à Hartheim jusqu'en septembre 1941). Plus de soixante-dix ans après, la « souillure » (p. 381) du vocabulaire mensonger continue de révolter Jean-Claude Barbier, arrière-petit-neveu du préfet Alfred Golliard et auteur de sa biographie.

Ce mensonge a peut-être en partie motivé la longue et patiente enquête qu'il livre pour reconstituer, en sociologue, le parcours et la vie d'un haut fonctionnaire révoqué dès septembre 1940 par le gouvernement de Vichy. Alfred Golliard est né en 1881 à Bourg-en-Bresse, dans une famille originaire de Cluny où il conserve de solides attaches. C'est dans cette « petite patrie » (p. 259) qu'il se replie après sa révocation en 1940 puis s'engage peu à peu dans la Résistance, offrant ses compétences et sa connaissance de l'administration préfectorale au réseau du *Special Operations Executive* (SOE) britannique, « Tiburce ». Surveillé, conscient du risque encouru, comme il l'avoue délicatement à sa femme – « Je m'y attendais hélas depuis longtemps et j'en avais encore mal consenti le risque. Pardon donc mon petit pour ma nervosité des mois qui précédèrent et que tu ne comprenais pas » (11 mars 1944, p. 343) – il est pris le 14 février 1944 à Cluny dans la rafle organisée par le chef du Sipo-SD de Lyon, Klaus Barbie. Soixante-seize personnes sont arrêtées, parmi lesquelles le jeune Robert Chanut (1924-2016), également déporté à Mauthausen et devenu un guide précieux dans la quête de Jean-Claude Barbier. Boursier, élève d'Édouard Herriot à Lyon, réformé en 1903, Alfred Golliard suit des études de droit à Paris puis devient secrétaire particulier du maire et député de Cluny, Julien Simyan, alors sous-secrétaire d'État aux PTT. Nommé en 1910 conseiller de préfecture à Vesoul (Haute-Saône), il gravit dès lors progressivement tous les échelons de la carrière préfectorale : affecté spécial, il est secrétaire général de la préfecture du Vaucluse à Avignon en 1914. Après un court passage au gouvernement comme chef de cabinet de Paul Morel, maire de Vesoul et sous-secrétaire d'État au Commerce, à l'Industrie et aux Postes en 1917, Alfred Golliard devient sous-préfet de Saint-Dié (Vosges) entre 1918 et 1925, secrétaire général de la préfecture de Strasbourg de 1925 à 1934 puis préfet du Jura de 1934 au 17 septembre 1940. Sa carrière se construit dans le « modèle républicain » cher à Serge Berstein : elle se confond en effet avec quelques grands enjeux d'une III^e République affirmée, question laïque, culture parlementaire et radicalisme.

Des événements marquent plus particulièrement les missions successives d'Alfred Golliard entre 1914 et septembre 1940, au point de caractériser singulièrement son action auprès des populations qu'il administre. Il s'agit notamment de la prise en charge des réfugiés : dès 1914 à Avignon comme secrétaire général de la préfecture, il prend en main l'organisation de l'accueil des évacués et des blessés de la guerre, comme des nombreux réfugiés belges et français (près de 8 000 personnes dans le Vaucluse), dont il s'assure de l'insertion sur le marché de l'emploi. Jean-Claude Barbier qualifie cette action spécifique de « domaine particulier » (p. 68) : en effet, avec une cohérence jamais démentie, Alfred Golliard s'attache dans les départements qu'il administre à gérer l'arrivée de « ces malheureux », selon son expression. Il renouvelle et approfondit l'expérience à d'autres occasions, comme à Strasbourg où il doit faire face en 1933 et 1934 aux exilés, dont de nombreux juifs, fuyant le nazisme, utilisant toutes les marges de manœuvre possibles pour assurer cet accueil. Préfet du Jura, il poursuit cette action en faveur des deux grandes vagues de réfugiés espagnols, à l'été 1937 puis lors de la *Retirada* en février 1939. Il se révèle être particulièrement « proactif », appelant les édiles locaux à l'hospitalité humanitaire, évoquant dans une circulaire adressée aux maires du département le 3 août 1937, « ces femmes et ces enfants chassés de leurs foyers par les horreurs de la guerre » (p. 218). Espagnoles et non-Espagnoles, après le mois d'août

1937, plus de 900 personnes sont ainsi réfugiées dans le Jura, environ 2 milliers après février 1939.

Cet engagement fort en faveur des réfugiés espagnols, tout comme la mise en œuvre républicaine du programme du Front populaire, suscite rapidement l'hostilité d'une partie de la classe politique jurassienne, à droite et à l'extrême droite. Cette dernière, incarnée par le maire de Montbarrey, le docteur Barthelet, se défoule avec haine dans la presse locale. La révocation d'Alfred Golliard en septembre 1940 par Vichy ne doit rien au hasard... Il a encore le temps, au cours de la première année de la guerre, de s'occuper de deux nouvelles vagues de réfugiés, celle des évacués de l'Est puis les Alsaciens-Mosellans expulsés par les nazis après l'annexion. De fait, l'armistice signé et l'Occupation le confrontent brutalement aux multiples contraintes imposées par les vainqueurs allemands : la première, et non des moindres, est la division territoriale de son département. Toute la partie nord est occupée, située en zone interdite, séparée du sud par la ligne de démarcation. Depuis Lons-le-Saunier, siège de la préfecture demeurée en zone sud sous administration vichyssoise, il ne parvient que difficilement à maintenir le lien avec la sous-préfecture de Dole qui ne dépend plus de lui mais de la *Feldkommandantur* de Besançon. Au cours de l'été 1940, il oppose donc aux brimades et aux immixtions croissantes de l'occupant une forme de « guérilla bureaucratique » (p. 240), avant d'être définitivement révoqué le 17 septembre 1940.

Difficile de résumer en quelques lignes la richesse de la carrière d'Alfred Golliard. Il faudrait également évoquer son action en faveur de la reconstruction au sortir de la Grande Guerre dans les Vosges, la lutte contre les velléités autonomistes en Alsace dans les années 1920 et 1930, sa sensibilisation aux menaces du nazisme, l'apprentissage du métier de préfet et de ce subtil jeu d'équilibre entre administration et vie politique. L'auteur, qui est un membre de la famille d'Alfred Golliard, expose avec beaucoup d'honnêteté sa démarche, ce glissement d'une histoire familiale à l'histoire tout court en empruntant les outils de son propre métier de sociologue ouvert aux méthodes de la discipline historique. On en retrouve les traces dans le questionnement sur les ressorts de l'engagement qui traverse l'ouvrage, question que l'on ne peut que rarement enfermer dans des schémas explicatifs simples, ce que montre remarquablement bien l'ouvrage de Jean-Claude Barbier. On peut simplement regretter que, contournant les lacunes de la documentation – et c'est particulièrement le cas pour la Résistance –, certaines mises en perspective plus générales tendent parfois à effacer le sujet. Regret minime... Alfred Golliard agit-il dans la Résistance *en* préfet ou *en tant* que préfet, pour reprendre une formule empruntée à Étienne Fouilloux à propos de l'engagement des chrétiens ? Ou plus simplement comme citoyen qui a choisi, *en tant* que préfet qui savait ne pas s'humilier pour sa carrière (p. 28), de mettre ses convictions et son humanité au service de ses administrés – puis de prolonger cet état d'esprit dans la Résistance ? Il faut lire cette riche biographie qui redonne vie à un préfet méconnu assassiné par les nazis en mai 1944 dans la chambre à gaz du château d'Hartheim.

Cécile Vast